

Citation pour l'été : sauver le capitalisme c'est gérer la stagnation

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1974)

Heft 279

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026565>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Sauver le capitalisme c'est gérer la stagnation

Le quotidien français « Libération » (parution interrompue jusqu'au 16 septembre) poursuit, jour après jour, une tâche indispensable de clarification des positions de la gauche et de l'extrême-gauche, et d'information sur les luttes passées systématiquement sous silence par la grande presse bourgeoise. Dans son numéro du 28 juin, « Libération » proposait un débat sur la construction du socialisme sous le titre « Croître vers quoi ? produire, travailler... se rassembler, pourquoi ? ». Pas de recettes, mais « du matériel qui pèse pour réfléchir sur ce qui est en train de se passer et sur nos capacités d'intervention ».

A titre de première « citation pour l'été », l'une des interventions de Michel Bosquet (journaliste au « Nouvel Observateur » et membre du comité de rédaction des « Temps modernes » sous le nom d'André Gorz).

(...) Première chose qu'il est important de dire, c'est que l'on n'est pas dans une situation normale. On est dans une situation de crise mondiale du capitalisme, en tant que système mondial.

Et cette crise, des experts américains qui n'ont aucun intérêt à exagérer la situation, la soulignent. Ils disent qu'à tout moment, peut se produire un accident qui entraîne ou bien la faillite d'un Etat, les principaux Etats menacés de faillite étant l'Italie et la France, ou qui peut se traduire par un grand crash d'une des principales banques internationales, ou de grandes compagnies multinationales qui soudain, à court de liquidités, n'ont plus d'issues et vont déposer leur bilan. Donc les experts américains parlent froidement de risques d'événements comme ceux de 1929 sans prétendre pour autant que cela doit entraîner l'effondrement du capitalisme, ni le même type de processus que cela a entraîné en 1929.

Il n'empêche que les chiffres qu'il faut avoir en

tête, c'est que le déficit accumulé des pays capitalistes importateurs de pétrole doit être, en année pleine 74-75, de l'ordre de 40 à 50 millions de dollars. Ce déficit est irrémédiable; dans la mesure où les pays exportateurs de pétrole ne disposent pas d'un marché intérieur qui permettrait de se voir payer ce pétrole par des exportations des pays industriels.

Résultat: un certain nombre de pays, par ordre, l'Italie, la France, le Japon, la Grande-Bretagne (jusqu'en 1980 en tout cas), ne sont pas physiquement, financièrement et économiquement en état de payer leur approvisionnement en matières premières. Absolument pas. Ils sont donc en train d'exporter constamment une masse de monnaie qui est prélevée sur la circulation intérieure et ils ne pourraient récupérer cette masse que si on leur achetait des choses en échange. Or on ne leur achète pas. Cette masse de monnaie qu'ils exportent (par exemple cette année, le déficit français est de l'ordre d'au moins 6 millions de dollars, et le déficit italien de 13 millions de dollars), ces sommes-là ne retournant pas en France ou en Italie ou au Japon; elles vont à 80 % aux Etats-Unis.

Si les Etats-Unis veulent empêcher une dépression grave de ces pays déficitaires, il faut qu'ils renvoient ces arabo-dollars (qui viennent aux Etats-Unis) aux pays européens, qu'ils fassent crédit. S'ils font crédit, ils y mettront bien sûr des conditions politiques. Mais ça n'arrange pas leurs propres affaires. Car prêter de l'argent, quasiment à fonds perdus, même si de l'or est donné en gage pendant un an, deux ans, à des pays européens, cela revient à prélever sur une possible richesse intérieure américaine.

Là-dessus se greffe le fait que l'ensemble des économies capitalistes dans le monde, est en stagnation, que les taux de profit sont en baisse depuis plusieurs années, que le rendement des investissements n'est pas assuré, des investissements nouveaux non plus et donc qu'il y a un rétrécissement du marché mondial. Comme pour des raisons de déficit extérieur, les pays qui ont du mal à payer

leurs importations, en particulier celles du pétrole, cherchent comme la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, à exporter plus en restreignant leur marché intérieur, comme ils ne peuvent pas exporter plus, étant donné que le marché externe est lui-même en état de contraction, il y a là la racine d'une dépression mondiale.

Alors, dans cette situation, la seule chose que l'on peut tenter dans un régime capitaliste, mettons intelligent, c'est de gérer la stagnation. C'est ce que tente de faire Giscard; c'est ce que tentent de faire avec beaucoup de mal les Italiens; c'est ce que font les Anglais, depuis plus de dix ans. Et gérer la stagnation, cela veut dire comprimer les taux d'investissements à l'intérieur, essayer de recycler les profits ainsi prélevés, sur les entreprises souffrantes de consommation afin que le marché ne s'effondre pas complètement à l'intérieur. Mais, cela veut dire aussi qu'on n'est plus capable d'offrir aux masses une quelconque amélioration de leur consommation.

Cette situation peut se prolonger en Grande-Bretagne, parce que pendant longtemps elle a été gérée par les travaillistes. Même eux n'ont pas été capables de la faire accepter aux syndicats; je prends le cas britannique parce qu'il est flagrant. Puis c'est le gouvernement conservateur qui a tenté d'imposer la loi de la stagnation à la classe ouvrière; lui aussi a complètement échoué; on a de nouveau maintenant un gouvernement travailliste qui n'est pas plus capable que le gouvernement conservateur de gérer cette situation. Donc, on est dans une impasse complète en Grande-Bretagne. En Italie, également. Cela peut durer très longtemps. Cela dure bien depuis plus de dix ans en Grande-Bretagne, depuis plus de cinq ans en Italie, mais cela ne peut durer indéfiniment. Cette situation se développant, une issue n'est pas exclue: l'incapacité globale de fonctionner du système avec décomposition totale de l'Etat; c'est ce qui est en train de se passer en Italie avec l'apparition de marché noir, une anarchie complète dans le fonctionnement des services publics, un dérèglement complet de la vie quotidienne, etc.